

研究ノート La liberte religieuse et l'ecole confessionnelle : une esquisse sur la particularite de ce probleme au Japon

著者 (英)	Nakamura Hideru
journal or publication title	The Tohoku Gakuin University review. Law and political science
number	59
page range	200-197
year	2001-10-10
URL	http://id.nii.ac.jp/1204/00000348/

La liberté religieuse et l'école confessionnelle : une esquisse sur la particularité de ce problème au Japon*

par

Hideru NAKAMURA

Dans cet exposé, nous allons traiter des côtés restrictifs de l'éducation religieuse à l'école confessionnelle au Japon, sans nous attarder sur les aspects positifs qui existent également. Ces écoles dispensent une éducation religieuse sans tenir compte des élèves qui n'en sont pas désireux, et n'acceptent pas d'exemption de conscience. Mais, et ceci est étonnant sans doute pour quelqu'un qui ne connaît pas le Japon, personne n'y trouve à redire. Nous nous interrogerons sur ce manque de réaction qui pourtant serait en accord avec le Droit Constitutionnel du Japon. Et de là, je voudrais en arriver à traiter du sujet commun qui nous occupe cet après-midi : "enjeux de la garantie des droits de l'homme".

Il y a une dizaine d'années, j'ai déjà publié un article traitant en partie de cette question**.

I L'école confessionnelle

(A) L'éducation religieuse à l'école confessionnelle

Il est de fait que les pratiques et obligations religieuses qui sont

* Cet exposé a été fait le 9 mars 2001 au "Quatrième Séminaire franco-japonais de droit public (à Tokyo)". En rédigeant ce texte en français, j'ai été aidé par les conseils soigneux de Madame Florence Otsuki.

** "L'enseignement religieux obligatoire et la Constitution du Japon — un essai sur cette pratique au lycée privé." (rédigé en japonais) dans *The Tohoku Gakuin University Review (Jurisprudence)*, no. 36, pp. 1-28.

appliquées dans ces écoles ne sont pour ainsi dire pas connues des personnes qui y sont extérieures. Nous allons surtout traiter de ces problèmes au lycée car c'est là qu'ils sont à mon avis les plus remarquables. Je vais donc commencer par vous faire un petit exposé sur ce que sont ces pratiques :

1° Des cours sur la religion de l'école. (cours d'enseignement de la Bible, sur le Christianisme, sur le Shintoïsme etc. . . .)

2° Des activités quotidiennes religieuses. (assemblée du matin, service religieux etc. . .)

3° Des fêtes religieuses. (fête de Bouddha, Noël, Fêtes de printemps ou d'automne etc. . .)

Il est de fait que toutes ces pratiques sont obligatoires dans la presque totalité des lycées de confession religieuse au Japon, sans tenir compte de quelque façon des croyances et sentiments personnels des élèves concernés. Mais à mon avis, l'éducation religieuse comporte des connaissances pratiques sur la religion, ainsi que le partage de l'essence et du fond de la croyance profonde.

Il est évident que ces pratiques sont tout à fait désirables du point de vue des croyants qui adhèrent à cette religion.

(B) La raison du choix d'un lycée privé

Il est certain qu'on peut dire que ces écoles confessionnelles ne sont pas coupables d'oppression de la liberté religieuse : les élèves sont renseignés sur son contenu quand ils choisissent de s'y inscrire. Certains lycéens choisissent ces écoles guidés par leur convictions religieuses, c'est vrai, mais il est de fait qu'une très grande partie des élèves entre dans ces écoles pour des raisons tout à fait extérieures à la religion, car les lycées publics ne suffisent pas à combler la demande. Les autorités départementales ne soulignent aucune différence significative entre les lycées publics et privés quand elles acceptent la création d'écoles nouvelles et ceci est un fait reconnu par les lycées privés eux-mêmes. C'est ainsi que les autorités départementales se réservent le droit de limiter la création d'écoles nouvelles, aussi bien publiques que privées et confessionnelles.

Il existe bien sûr des lycées privés qui sont de très haute réputation, et situés en général dans des grandes villes, ces lycées réputés de haut

niveau ne sont pas bien entendu, destinés à combler l'insuffisance des lycées publics. Mais il est vrai que combler le manque de place dans le public est souvent le rôle inévitable des écoles privées au Japon.

II La liberté religieuse

(A) L'oppression contre la liberté négative (ou liberté de ne pas participer)

Au Japon, le nombre des places dans les lycées est fixé au niveau départemental, c'est ainsi que de nombreux élèves n'ont pas d'autre choix que de s'inscrire dans des écoles confessionnelles sans être eux-même aucunement croyant et sans comprendre le sens de l'éducation religieuse qu'ils recevront dans l'établissement qui les accueille. L'éducation religieuse obligatoire dans les écoles représente donc à mon avis une oppression à la liberté négative.

(B) Le manque de réaction

Mais il est aussi vrai qu presque personne ne critique ouvertement la situation actuelle. Une de ses causes serait le fait que le contenu précis de cette éducation est mal connu de beaucoup de gens. On peut se demander alors pourquoi les élèves anciens ou actuels ne contestent pas cet état des choses, en voici à mon avis les raisons :

1° Les Japonais ont depuis toujours tendance à pratiquer de façon très lâche plusieurs religions à la fois sans y réfléchir profondément, la religion étant pour eux plus une habitude sociale qu'une conviction personnelle.

2° Les Japonais dans leur ensemble n'attachent pas une grande importance à la liberté religieuse ou plus généralement à la liberté de la pensée.

3° Ce n'est pas dans le caractère des Japonais de contester l'ordre établi du groupe auquel ils appartiennent.

Ces trois points sont hélas bien regrettables quand on connaît ce qu'est le Droit Constitutionnel du Japon : notre constitution prône l'importance privilégiée de la liberté de la pensée et l'importance de l'individualisme.

III Le rôle du droit constitutionnel

(A) Tout d'abord, son devoir :

Je pense que le droit constitutionnel doit améliorer la situation, non seulement pour la minorité vraiment religieuse, mais aussi pour la majorité sans religion fixe. Et si rien n'est fait dans ce sens, les jeunes risquent de s'habituer à cet état des choses qui est quand même regrettable à mon avis. N'est-ce pas un des devoirs de la Constitution de faire comprendre ce que sont les Droit de l'Homme à la jeunesse ?

(B) Ce que le droit constitutionnel peut faire :

L'article 20, alinéa 2 de la Constitution du Japon stipule "Nul ne peut être contraint de prendre part à un acte, service, rite ou cérémonial religieux." Il est vrai que, comme tous mes collègues japonais le savent bien, la Cour Suprême du Japon n'acceptera pas l'application directe de cette alinéa pour un problème entre des personnes privées comme celui entre un lycée privé et ses élèves. Mais pour protéger la liberté négative, il me paraît rester la possibilité de son application indirecte. En dehors de cela, je proposerai encore deux choses à faire :

1° Ajouter la règle ordonnant aux écoles privées de respecter la liberté religieuse des élèves dans la législation nationale sur les écoles privées. Dans ce cas, la législation française pourrait servir de modèle.

2° Demander aux écoles confessionnelles d'améliorer leur éducation religieuse. Dans ce cas, des personnes intérieure, et en particulier les enseignants en seraient responsables.

* * *

Moi, je ne suis pas chrétien, mais je suis devenu enseignant d'une université protestante il y a une vingtaine d'années. Ce sujet se trouve donc être en rapport avec ma situation personnelle. D'un problème spécial au Droit Constitutionnel, on peut en être amené à envisager la chose dans une vision plus fondamentale. Comment enraciner l'esprit de la constitution au sein des compagnies et des syndicats de notre pays, quand le Droit à la liberté des minorités est bafoué dans les écoles justement chargées entre autres de l'enseignement de ce Droit ?